

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1796

Artikel: Genève, place microfinancière et alterpensante : la Fondation Genève
Place Financière vante son excellence bancaire depuis 500 ans : belle
longévité, pour des services inégalement durables
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012579>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Genève, place microfinancière et alterpensante

La Fondation Genève Place Financière vante son excellence bancaire depuis 500 ans. Belle longévité, pour des services inégalement durables

Yvette Jaggi (6 octobre 2008)

Cité de Calvin, haut lieu de la banque privée helvétique, berceau de la Croix-Rouge, siège mondial de plusieurs organisations onusiennes et de diverses institutions non gouvernementales, Genève ne saurait se contenter d'être une place financière comme les autres.

Son originalité, Genève vient de doubler la marquer dans les quatre premiers jours d'octobre. En accueillant d'abord le premier Forum mondial de la microfinance (WMFG), qui ambitionne de devenir le «*Davos de la microfinance*», puis, comme modeste compensation, la 7^e Rencontre internationale consacrée au triptyque «*Ethique, Finance et Responsabilité*», organisée par l'Observatoire de la Finance, qui édite notamment la revue *Finance et Bien commun*.

C'est à Genève que se trouvent les sociétés spécialisées dans le financement de microcrédits et de microassurances dans le vaste monde. Cet aspect relativement méconnu – et plutôt profitable – des activités de la place financière genevoise a été mis en évidence tout au long des deux jours de Forum. On s'est beaucoup félicité du rapide essor de la microfinance dans les pays émergents et en développement, où des taux de croissance à deux chiffres ne sont pas exceptionnels, comme par exemple en Chine, au Mexique ou en Afrique noire. Chaque année, des millions de petits clients contractent un

emprunt de quelques dizaines de dollars auprès d'une banque ou d'une organisation chargée de valoriser sur le terrain les investissements effectués depuis la lointaine Genève.

Prix Nobel de la paix 2006 et fondateur de la Grameen Bank, le Bengali Mohammad Yunus est venu en personne le répéter aux financiers assemblés en Forum: le microcrédit doit rester affaire de proximité. Le marché national est en effet la seule échelle qui permette de supprimer la charge liée aux risques de change et de réduire significativement le taux d'intérêt final en éliminant les deux ou trois maillons de la chaîne internationale de financement – dont le coût cumulé atteint couramment la moitié de la somme effectivement prêtée. Les quelque 400 auditeurs ont vivement applaudi, esquissant même une *standing ovation* au grand professeur Yunus. Ce moment d'audace passé, le Forum est promptement retourné à des préoccupations plus sérieuses: améliorer l'efficacité de la microfinance, accroître l'efficacité de ses procédures, le tout en vue d'augmenter à la fois le rendement net des fonds mis à disposition et le taux de bonne conscience des investisseurs misant sur le «socialement responsable».

Présente par contraste dans tous les esprits, la crise des macromarchés financiers s'est invitée dans les conversations de couloirs et jusqu'à la tribune

du Forum. Par exemple quand on a discrètement changé le nom de l'orateur prévu, Axel Miller, qui avait perdu la veille son poste de patron de la banque Dexia, «*binationalisée*» par les gouvernements français et belge. Son remplaçant a parlé avec un enthousiasme décuplé des performances de Dexia qui a confié le management de son important fonds de microfinance à la genevoise Blue Orchard, l'une des principales sociétés mondiales d'investissement dans le microcrédit, avec un milliard de francs sous gestion.

À la rencontre organisée par l'Observatoire de la finance créé en 1996, la crise actuelle était omniprésente. Par écrit d'abord, dans le dernier *Rapport moral sur l'argent dans le monde*.

Ce rapport, dont la quatorzième livraison vient de paraître, est devenu au fil des années un document indispensable pour une bonne compréhension des enjeux du système financier, tel qu'il fonctionne sur la planète ou les différents marchés nationaux. Dans les exposés et débats ensuite, la crise revenait continuellement, sur tous les thèmes inscrits au programme. On s'est accordé à constater un changement de paradigme, voire une transformation systémique. Avant la financiarisation du capitalisme, l'économie financière traditionnelle se montrait ambiguë, tour à tour «*servante*

et trompeuse», pour reprendre les qualificatifs figurant dans le titre du récent ouvrage publié par Paul H. Dembinski, directeur de l'Observatoire de la finance et professeur à l'Université de Fribourg. Désormais, la tromperie l'emporte sur le service. L'outil n'a plus fonction de se rendre utile, il instrumentalise les acteurs que les techniques financières devraient aider. Avec tous les effets nuisibles que peut induire une aussi grave confusion entre la fin et les moyens, sur le plan des valeurs tant morales que

matérielles. Ethique et économie réelle se trouvent également perdantes.

Autre perdante dans la société actuelle, marquée par le primat des intérêts particuliers: la démocratie politique face au *lobbying* économique. Plusieurs intervenants de la rencontre organisée par l'Observatoire de la finance ont décrit les mécanismes de mise sous influence des instances dirigeantes de l'Union européenne (UE), tant des élus au Parlement siégeant à Strasbourg que des

fonctionnaires de la Commission travaillant à Bruxelles. Comme les coulisses du Palais fédéral, celles des institutions de l'UE bruissent des rumeurs et informations transmises par les experts stipendiés, pour le plus grand profit de leur mandat. Seul antidote: le gaspillage de temps et d'énergie. En effet, plus les lobbyistes sont nombreux sur le même sujet – l'assurance-maladie en Suisse par exemple – plus ils doivent consacrer d'efforts en vue d'au moins se neutraliser mutuellement auprès de leurs interlocuteurs.

Conseil fédéral: abandon ou retour de la formule magique? Il faut prendre un peu de recul pour apprécier les péripéties autour de la composition de l'exécutif

Daniel Schöni Bartoli (3 octobre 2008)

A peine dix mois après l'élection du Conseil fédéral, les spéculations vont bon train sur des démissions de plusieurs de ses membres et les candidatures d'éventuels remplaçants, au point que la Suisse semble presque en pré-campagne pour l'élection de l'exécutif. Parallèlement à ces discussions, plusieurs commentateurs situés à droite (par exemple Marie-Hélène Miauton, dans *Le Temps*) estiment que la non-réélection de Christoph Blocher est à l'origine des difficultés actuelles de l'exécutif fédéral.

A ce stade, il est nécessaire de revenir en arrière. Avant le milieu des années 90 et l'émergence d'une UDC nationaliste et anti-européenne sous la houlette de Christoph Blocher, le système politique suisse suivait depuis un siècle une voie tendant à un équilibre

négocié. Depuis l'entrée des conservateurs à l'exécutif en 1891, de nouveaux partis intégraient l'exécutif, jusqu'à être quatre dès 1959, mais aucun d'entre eux ne retournait «à l'opposition». Pour intégrer le gouvernement, les conservateurs avaient dû accepter l'Etat fédéral né en 1848 et les socialistes la défense nationale. En outre, les conseillers fédéraux décidaient la plupart du temps eux-mêmes ou avec leur parti de la date de leur démission. Le système politique suisse tendait généralement à l'apaisement, par intégration des principales tendances politiques du pays. Celle-ci se faisait sous condition d'acceptation des règles du consensus en vigueur sur certaines valeurs fondamentales.

Aujourd'hui, cette époque

semble bien lointaine: des campagnes de presse appellent à la démission de l'un ou l'autre membre de l'exécutif, Samuel Schmid pourtant élu avec 201 voix sur 246 est poussé à la démission malgré des manquements bien moins graves que le ministre Blocher non réélu, les deux conseillers fédéraux de l'UDC ont été poussés dehors sans ménagement par leur propre parti et des magistrats en vue appellent à nouveau à l'improbable «*élection du Conseil fédéral par le peuple*» (DP 1792). La personnalisation de la politique atteint des proportions inédites dans notre pays, jusqu'à publier des images de l'hospitalisation d'un membre du gouvernement.

En pourtant, il est impossible d'accepter l'analyse des nostalgiques de l'ère Blocher si l'on fait l'effort de se souvenir